

**CONSEIL ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

—
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

—
Direction Administrative et Financière

—
Service des marchés

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Prestations de développement et de mise en œuvre (déploiement et maintenance) d'une solution informatique de gestion des amendements et textes à amender pour le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT CONFORMEMENT AUX ARTICLES
L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2 ET R2161-2 A R2161-5 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE

Référence du marché : 24MAR13

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	3
I.1 OBJET DU MARCHE	3
I.2 FORME ET PROCEDURE	3
I.3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	3
I.4 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE	4
I.5 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	4
I.6 SOUS-TRAITANCE.....	4
II. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
II.1 DECLARATIONS ET GARANTIES PREALABLES.....	5
II.2 Détails des prestations.....	5
II.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
II.4 LIEUX D'INTERVENTION ET SECURITE DES ACCES	6
II.5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
II.6 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS	6
III. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	8
III.1 Responsables administratifs et techniques pour IE CESE.....	8
III.2 RESPONSABLE TECHNIQUE POUR LE TITULAIRE	8
III.3 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	8
IV. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS.....	10
IV.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX	10
IV.2 PRIX – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	11
V. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	12
V.1 MODALITES DE PAIEMENT.....	12
V.2 AVANCE.....	12
V.3 MODALITES DE FACTURATION.....	13
V.4 NANTISSEMENT OU CESSION.....	14
VI. PENALITES.....	14
VII. STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE.....	15
VII.1 Composition et liens juridiques	15
VII.2 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE.....	15
VII.3 Absence prolongée, départ SUBIT du personnel et remplacement	15
VII.4 Récusation du personnel	16
VIII. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	16
IX. ASSURANCE	16
X. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE	16
X.1 RESILIATION.....	16
X.2 CAS DE FORCE MAJEURE	17
XI. LITIGES	17
XI.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE	18
XI.2 RECOURS.....	18
XII. DEROGATIONS AU CCAG/TIC	18

I. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

I.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le développement et déploiement d'une solution informatique de gestion des amendements, d'édition d'un projet de texte à amender, de constitution d'un cahier d'amendements qui permet de fournir un projet de texte final intégrant ces amendements, à destination des formations de travail du Conseil économique, social et environnemental et du Bureau.

Le prestataire retenu aura la charge de l'ensemble des prestations de développement, de test, de recette, de déploiement et de maintenance de la solution informatique.

Le marché comprend une phase de développement décomposée en deux tranches suivies d'une phase de maintenance.

Le détail des prestations à exécuter faisant l'objet du marché figure dans le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP).

I.2 FORME ET PROCEDURE

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2 et des articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

I.3.1 Décomposition en tranche

Le présent marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle comme suit :

- **Tranche ferme** : Gestion complète du cycle de vie des amendements sans les fonctionnalités avancées de l'éditeur de texte dans l'outil ;
- **Tranche optionnelle 1** : Implémentation d'un éditeur de texte dans l'outil qui prend en compte les styles et modèles de caractères et permet le suivi automatique et l'intégration directe des amendements dans le texte.

Conditions d'affermissement de la tranche optionnelle :

Conformément à l'article R. 2113-6 du code de la commande publique (ci-après, le « CCP »), l'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la seule décision du CESE de l'affermir et sera notifiée au titulaire par ordre de service édité au plus tard 6 mois après la notification du marché.

Le CESE est engagé uniquement sur la tranche ferme, en revanche le titulaire est engagé sur toutes les tranches du marché.

Il n'est accordé aucune indemnité de dédit ou de retard en cas de non-affermissement d'une tranche optionnelle.

I.3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

I.3.1 Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa notification. La date de début de l'exécution est fixée au jour de la notification.

Il est reconductible deux fois pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse être supérieure à quatre années.

Chaque renouvellement du marché est tacite.

Dans le cas de sa non-reconduction, le CESE notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 60 jours.

I.3.2 Délais d'exécution des prestations

La date de début de l'exécution est fixée au jour de la notification.

Le CESE souhaite disposer régulièrement et de façon incrémentale des fonctionnalités définies dans le cadre du périmètre du projet.

La généralisation de la solution informatique définie dans le cadre de la tranche ferme devra être effective au plus tard 6 mois maximum après la notification du marché. La durée d'exécution de la tranche optionnelle (comprenant le développement et le déploiement des fonctionnalités attendues) est de 3 mois à compter de son affermissement.

Ces délais de réalisation sont définis dans le CCTP.

I.4 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE

La Direction des Systèmes d'Information et Usages Numériques (DSIUN) assure le suivi de l'ensemble de la prestation. Tout document sera adressé à cette entité.

I.5 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les pièces contractuelles du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CESE fait seule foi, sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- **L'Acte d'Engagement et son annexe financière (DPGF & BPU) ;**
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) avec ses annexes ;**
- **L'équipe chargée du projet (CV joints) ;**
- **Le calendrier arrêté à l'issue de la réunion de lancement et le cas échéant révisé en comité de pilotage ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG/TIC de 2021), applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;**
- **L'offre technique du titulaire** dans ses éléments qui ne sont pas contraires aux documents susvisés.

I.6 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat sous réserve de l'acceptation par le CESE du ou des sous-traitants dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-21 du Code de la commande publique.

II. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

II.1 DECLARATIONS ET GARANTIES PREALABLES

Le Titulaire déclare et garantit :

- qu'il dispose de compétences en matière de nouvelles technologies de la communication suffisantes pour concevoir et réaliser les prestations attendues, dans des conditions optimales ;
- qu'il exécutera ses prestations dans les règles de l'art, avec toute la compétence et le professionnalisme requis ;
- que la solution proposée et les éléments qui la composent, non fournis par le CESE, ne contiennent rien qui puisse tomber sous le coup des lois relatives notamment à la contrefaçon, à la diffamation ou à la protection des mineurs ;
- qu'il respectera les contraintes qui lui sont imposées par le CESE et en particulier se conformer aux horaires et éventuellement jours fériés, pour l'exécution des prestations affectant le fonctionnement de l'établissement ;
- qu'il est libre d'accepter et d'exécuter les présentes et que, ce faisant, il ne viole ni ne préjudicie à un quelconque droit d'un tiers ;
- qu'il agit en qualité de prestataire de services et que rien dans ce présent marché ne saurait être interprété comme créant une relation d'association ou toute autre relation similaire entre lui et le CESE.

II.2 DETAILS DES PRESTATIONS

Le détail de ces prestations figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément à ce cahier des clauses techniques particulières et aux propositions formulées dans son offre technique.

II.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution des prestations définis dans l'offre du titulaire sont impératifs et conditionnent la réception des prestations.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'avec l'accord express du CESE notifié au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le CESE au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Titulaire doit signaler, sans délai au CESE, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le CESE notifie par écrit au Titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/TIC, le silence gardé pendant un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

II.4 LIEUX D'INTERVENTION ET SECURITE DES ACCES

II.4.1 Lieux d'intervention

Toutes les réunions nécessaires à la réalisation des prestations se dérouleront au CESE.

II.4.2 Sécurité des accès aux locaux

Le CESE garantit au Titulaire que, durant les interventions et sessions effectuées dans leurs locaux, le personnel du Titulaire pourra accéder aux locaux et aux matériels nécessaires à ces interventions.

Le CESE assure au personnel du Titulaire appelé à intervenir dans ses locaux des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

Lorsque les prestations sont exécutées dans les locaux du CESE, les interventions s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire ci-après et appelée « période d'intervention » soit de 09 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi.

II.5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

La personne publique se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires, si ses conditions de mise en œuvre sont réunies.

II.6 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS

II.6.1 Confidentialité

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du CESE.

De plus, le titulaire s'engage, au même titre que le CESE, à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés, ses partenaires et ses éventuels sous-traitants.

Sont exclues de l'engagement de confidentialité, l'utilisation ou la divulgation de renseignements relevant ou tombant dans le domaine public ou obtenus régulièrement par d'autres sources.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

II.6.2 Propriété des informations

L'ensemble des informations apportées par le CESE de quelque nature et sous quelque format que ce soit demeure sa propriété. Le titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

Le titulaire garantit le CESE contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

Si le CESE est victime d'un trouble dans la jouissance des matériels fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser ce trouble.

II.7 PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'administration qui demeure le responsable de traitement.

Il s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché et conformément aux instructions documentées du responsable de traitement.

Il communique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou à défaut l'identité d'un point de contact dédié à ces questions.

Le titulaire prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Il met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, précises, détaillées et documentées pour protéger les données personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, mais également pour en assurer la disponibilité et l'intégrité. En outre, les données doivent être à l'abri de toutes réglementations extra-européennes non conformes au droit européen ou au droit national.

Il fournit au responsable de traitement et au délégué à la protection des données du CESE (dpd@lecese.fr) une description générale de la politique de sécurité des systèmes d'information qu'il a mise en place et les informe des évolutions de cette politique.

Il met à leur disposition la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Il appartient au titulaire de s'assurer que ses sous-traitants ultérieurs présentent également des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements répondent aux exigences du RGPD.

Le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées. Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement et au délégué à la protection des données du CESE.

En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par titulaire, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le responsable de traitement.

Le cas échéant le titulaire notifie par courriel au responsable de traitement et au délégué à la protection des données du CESE toute violation de données à caractère personnel 48 heures au plus après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Au terme du marché, ou en cas de rupture anticipée de ce dernier pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'engage à procéder, au choix du pouvoir adjudicateur, à la destruction de tous fichiers comportant des Données Personnelles ou à restituer intégralement tout support comportant de telles Données Personnelles et à n'en conserver aucune copie ou original.

Une fois les données détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

III. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

III.1 RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES POUR LE CESE

La personne désignée comme responsable administratif est le Secrétaire Général du CESE ou son représentant.

La personne désignée comme responsable technique est la Directrice des Systèmes d'Information et Usages Numériques.

III.2 RESPONSABLE TECHNIQUE POUR LE TITULAIRE

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès du CESE pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le Titulaire mentionnera dans son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de son représentant et informera le CESE en cas de modification de ces informations en cours d'exécution du présent marché.

III.3 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

III.3.1 Concernant la phase 1 « Développement et Déploiement »

Les étapes de la phase 1 « Développement et Déploiement » (tranche ferme et optionnelle 1) sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues.

Ces vérifications comprennent les trois étapes suivantes qui s'effectuent conformément aux modalités ci-dessous :

- La vérification d'Aptitude (VA) ;
- La vérification du Service Régulier (VSR) ;
- La réception définitive.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, l'installation et la mise en ordre de marche de la solution sont réalisées par le titulaire conformément aux dispositions qui figureront au calendrier prévu au CCTP. Le CESE accusera réception du procès-verbal de la mise en ordre de marche.

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par la(es) personne(s) désignée(s) à l'article III.1 du présent CCAP. Les opérations de vérification auront lieu en présence d'un représentant du titulaire et du responsable technique du marché.

Ces opérations auront lieu pour chaque périmètre de déploiement de la solution.

Vérification d'aptitude (VA)

A compter de la réception de la mise en ordre de marche par le CESE, ce dernier procédera aux opérations de vérification d'aptitude.

Les opérations de vérification d'aptitude ont pour but de constater que les prestations présentent toutes les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions demandées par le présent marché.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG/TIC, le délai imparti au CESE pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de deux mois à compter de la réception du procès-verbal de la mise en ordre de marche précité.

Dans le cas d'une décision d'ajournement, le Titulaire dispose d'un nouveau délai fixé à quinze jours pour procéder à une nouvelle mise en ordre de marche. Les frais d'intervention aux fins d'une nouvelle présentation sont à la charge du Titulaire sans préjudice de l'application des pénalités de retard. Le délai fixé au CESE pour procéder à une nouvelle vérification d'aptitude et notifier sa décision est de deux mois.

La vérification d'aptitude positive du système entraîne la vérification de service régulier dans les conditions définies ci-après.

Vérification de service régulier (VSR)

Suite à la vérification d'aptitude positive de la solution, le Titulaire procède à la mise en service effective de la solution sur la plateforme de production.

A compter de la réception par le CESE de la mise en service effective de la solution sur la plateforme de production, le CESE procédera à la vérification du service régulier.

La vérification du service régulier a pour but de constater que la solution fournie, livrée, installée, implémentée, configurée, migrée et paramétrée est capable d'assurer un service régulier dans des conditions normales d'exploitation et répond aux besoins exprimés par le CESE.

La date de mise en service effective est indiquée dans le calendrier prévu à l'article 1.3.2 du CCAP.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG/TIC, cette régularité s'observe pendant trois mois, à compter de la réception par le CESE de la mise en service effective de la solution sur la plateforme de production.

Réception définitive

A l'issue de la période de Vérification de service Régulier et par dérogation à l'article 33 du CCAG/TIC, le CESE dispose d'un délai d'un (1) mois pour notifier au Titulaire sa décision. A défaut de notification dans le délai imparti, la vérification de service régulier est réputée positive.

Si la vérification de service régulier est positive, le CESE prononce l'admission des prestations au travers d'un procès-verbal de réception. La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée.

Si la vérification de service régulier est négative, le CESE prononce soit l'ajournement des prestations, avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire d'un mois, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations sans préjudice de l'application des pénalités de retard.

Lorsque des prestations sont rejetées, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire avant l'admission sont restituées.

III.3.2 Concernant la phase 2 « Maintenance et Exploitation » ainsi que les prestations à bons de commande :

Les opérations de vérification et d'admission des prestations se feront conformément aux dispositions du CCAG-TIC.

III.3.3 Obligations et responsabilités

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat, décrites dans les pièces contractuelles du présent accord-cadre.

III.3.4 Remise de la documentation

La prestation comprend la fourniture des documentations techniques et fonctionnelles à destination des administrateurs et des utilisateurs de la solution.

Elle sera obligatoirement fournie en langue française.

III.3.5 Formation

Le Titulaire s'engage à assurer des sessions de formation au personnel du CESE amené à utiliser la solution objet du présent marché.

IV. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

IV.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre est passé à prix global et forfaitaire et à prix unitaires.

Les prix du présent marché sont mixtes. Ils comprennent :

- **Des prestations forfaitaires relatives à la mise en œuvre des deux phases de développement informatique décomposées comme suit :**
 - ✓ Une première phase de Développement et déploiement ;
 - ✓ Une 2^{ème} phase de maintenance et d'exploitation.
- **Des prestations à bons de commandes**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/TIC, les prix sont réputés complets. A ce titre, les prix sont établis en prenant en compte toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents (frais de déplacement et d'hébergement inclus).

Le règlement de la prestation sera échelonné selon les modalités définies à l'article V.1 du présent document.

IV.2 PRIX – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

IV.2.2 Montant de l'accord-cadre

Les tarifs applicables au présent accord-cadre sont établis en euros et ils sont précisés à l'acte d'engagement et son annexe financière.

Le montant de l'accord-cadre sera la résultante de l'application :

- Du prix global et forfaitaire quelles que soient les quantités nécessaires à l'exécution de cette partie de la prestation.
- Et des prix du Bordereau des Prix appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les éléments de volumétries données au CCTP reflètent la situation à la date du lancement de l'accord-cadre ainsi que des prévisions d'évolution. Aucune réclamation concernant ces évaluations ne sera recevable.

Pour la phase 1 Développement et déploiement, le prix forfaitaire prévu au marché est **ferme et non actualisable**.

Pour la phase 2 Exploitation et **Maintenance** ainsi que les prestations à commande, les prix sont révisables à la date anniversaire de notification du marché, sur demande du Titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (S_1 / S_0)$$

Dans laquelle :

- P représente le prix révisé ;
- P_0 représente le prix établi sur les conditions économiques du mois o ;
- S_1 représente l'indice SYNTEC définitif publié à la date de révision des prix ;
- S_0 représente l'indice SYNTEC définitif publié au mois o.

Le mois o est le mois de remise de l'offre du titulaire.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du Titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.

Si la valeur de l'indice de révision n'est pas connue au moment de la révision, il sera établi une révision de prix provisoire sur la base du dernier indice connu. La révision définitive interviendra dès que l'indice sera connu.

Les révisions de prix du présent marché n'ont pas à être constatées par avenant.

IV.2.3 Clause de sauvegarde

Cependant, les hausses de prix ne sauraient dépasser 3 % par rapport au dernier prix issu de l'application de la formule ci-dessus, auquel cas le CESE se réserve le droit de résilier le présent accord cadre sans aucune indemnité.

IV.2.4. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les prix du marché sont hors TVA mais intègrent les autres taxes applicables aux prestations. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la facturation des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

V. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

V.1 MODALITES DE PAIEMENT

✓ Partie forfaitaire – Phase 1 Développement et Déploiement (DPGF)

Les acomptes seront réglés pour chaque prestation chiffrée dans l'annexe financière et selon le décompte suivant :

Vérification d'Aptitude (VA) prononcée sans réserve	60% du périmètre concerné
Vérification de Service Régulier (VSR) prononcée sans réserve	30% du périmètre concerné
Réception définitive de l'ensemble des prestations	10% du périmètre concerné

Ces opérations auront lieu pour chaque périmètre de déploiement.

✓ Partie forfaitaire – Phase 2 Exploitation et Maintenance (DPGF)

Le paiement aura lieu annuellement avant service fait.

✓ Partie à prix unitaires – Prestations à bons de commande (BPU)

Les prestations commandées individuellement et inscrites dans le bordereau des prix unitaires seront payées après leur réalisation et réception définitive. Pour chaque commande réceptionnée, le titulaire adressera au CESE la facture correspondante comportant, outre les mentions légales, les informations indiquées à l'article V.3 ci-dessous.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les délais d'exécution ne pourront être supérieurs à 3 mois au-delà du terme du marché.

V.2 AVANCE

Il sera fait application des dispositions des articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande publique. Ainsi, une avance est accordée au titulaire ou groupement, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Le versement d'une avance est prévu conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique. Elle est de 10%.

Cette avance n'est due au Titulaire que sur la part de l'accord-cadre qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance, effectué par le précompte sur les sommes dues au titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des

fournitures livrées au titre de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant de l'accord-cadre.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des fournitures livrées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

V.3 MODALITES DE FACTURATION

Les prestations objet du présent marché sont réglées après présentation des factures, selon les prix indiqués au sein de l'annexe financière de l'acte d'engagement éventuellement révisée selon les conditions stipulées au présent CCAP ou indiqués dans les bons de commande.

V.3.1 Délai de paiement

Le CESE dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire. Ce délai court à compter de la date de réception des documents par le CESE.

V.3.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro du marché : 24MAR13,
- la date du marché,
- la prestation exécutée,
- le numéro du bon de commande,
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- la date.

Les factures, en version électronique, seront établies au :

Conseil économique, social et environnemental
Secrétariat Général
Direction administrative et financière
Cellule facturière
9 Place d'Iéna
75775 Paris Cedex 16

et déposées sur le portail Chorus-Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il conviendra d'indiquer le Siret du CESE et le code service d'imputation du bon de commande (ces éléments seront fournis au titulaire dès la notification).

V.3.3 Acceptation de la demande de paiement

Le CESE accepte, propose des rectifications ou rejette la demande de paiement. Le statut correspondant à chaque demande de paiement est mis à disposition de l'émetteur au travers de Chorus Pro.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le CESE règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un

complément, majoré s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

V.3.4 Paiement

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire (ou du sous-traitant en cas de paiement direct) mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire ou le sous-traitant.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Secrétaire général du CESE.

La personne chargée du paiement est le trésorier du CESE.

V.3.5 Retard de paiement – Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

V.4 NANTISSEMENT OU CESSION

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-62 du Code de la commande publique.

VI. PENALITES

Les pénalités sont cumulables et s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, les dispositions relatives aux pénalités sont les suivantes :

VI.1 PENALITES DE RETARD - CALENDRIER

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, tout retard par rapport aux délais d'exécution et aux dates butoirs contractuelles fixés au calendrier, non imputables au CESE ou à un cas de force majeure, fera l'objet d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P=(V \times R) /100$$

Dans laquelle :

P = Montant des pénalités en euros ;

V =Montant HT de la prestation considéré ;

R =Nombre de jours ouvrés de retard au-delà de la date de livraison prévue au calendrier.

En toutes circonstances, les pénalités de retard ne sauraient dépasser 30 % du montant de la prestation considérée.

VI.2 PENALITES POUR INDISPONIBILITE

Il sera fait application des dispositions figurant à l'article 14 du CCAG de référence.

VI.3 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

Il sera fait application des dispositions figurant à l'article 14 du CCAG de référence.

VI.4 PENALITES DE RETARD – PRESTATIONS A COMMANDE (HORS MAINTENANCE)

Le Titulaire doit prendre les dispositions nécessaires pour garantir que les fournitures et prestations exigées sont intégralement opérationnelles dans les délais contractuels à compter de l'envoi du bon de commande.

Par dérogation aux modalités de calcul et d'application des pénalités de retard prévues à l'article 14.1 du CCAG/TIC, les pénalités sont fixées à 200 euros par jour ouvré de retard.

En toutes circonstances, les pénalités de retard ne sauraient dépasser 50 % du montant de la prestation considérée.

VI.5 PENALITES DE RETARD – PRESTATIONS A COMMANDE – SUPPORT ET MAINTENANCE

Il sera fait application des dispositions figurant à l'article 14 du CCAG de référence.

VI.6 PENALITES DE NON-RESPECT DE CONTINUITE DE SERVICES DE L'EQUIPE

Le CESE se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

- En cas d'absence non remplacée supérieure à 2 jours ouvrés : 250 euros par jour ouvré à compter du 3^{ème} jour ouvré d'absence constatée par le CESE ;
- En cas d'absence remplacée dans le délai de 2 jours ouvrés et de refus par le CESE du remplaçant proposé : 250 euros par jour ouvré à compter de la notification par le CESE de son refus.

VII. STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE

VII.1 COMPOSITION ET LIENS JURIDIQUES

Le Titulaire s'oblige à mettre à la disposition du CESE, pendant toute la durée du présent marché, l'équipe proposée dans l'offre technique. Les CV des membres de cette équipe sont annexés au présent marché.

VII.2 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Le titulaire désigne dans son offre l'équipe responsable de la conduite et de l'exécution des prestations. Ces responsables nommément désignés seront les seules habilités à dialoguer avec les représentants du CESE.

Le titulaire aura la responsabilité de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

Le personnel du titulaire devra respecter le règlement intérieur du CESE.

VII.3 ABSENCE PROLONGEE, DEPART SUBIT DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT

En cas d'absence ou de départ subi d'un membre de l'équipe affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire devra impérativement, dans un délai de 48 heures à compter de la connaissance de l'absence ou du départ du personnel, en aviser le CESE par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalente dans les 48 heures suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le CESE se réserve alors le droit de rejeter la personne proposée. Le Titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant. En cas de nouveau rejet, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnités, aux torts exclusifs du Titulaire.

Le remplaçant sera considéré comme accepté si le CESE ne le récuse pas dans les 8 jours ouvrés à compter de la réception du courrier suivant sa désignation.

VII.4 RECUSATION DU PERSONNEL

Pendant toute la durée du marché, le CESE se réserve le droit de récuser les personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations (à titre non exhaustif : mauvaise entente ou mauvaise exécution liée à tout ou partie de l'équipe mise en place par le titulaire). Le CESE devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées à l'article VII.3 ci-dessus.

VIII. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il sera fait application des dispositions figurant au chapitre 7 du CCAG de référence.

IX. ASSURANCE

Le Titulaire est responsable en totalité des dommages ou accidents, de quelque nature que ce soit, aux biens et aux personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations : elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Le Titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

Sur simple demande écrite du CESE, le Titulaire remettra une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, et à informer expressément le CESE de toute modification de son contrat.

X. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE

X.1 RESILIATION

La résiliation du marché peut s'effectuer selon les modalités définies au chapitre 8 du CCAG/TIC.

X.1.1 Résiliation pour cause d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation est fixé à 5% du prix global et forfaitaire diminué du montant des prestations réalisées et admises.

X.1.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Le CESE pourra résilier le présent marché au tort du Titulaire à tout moment et sans indemnité, si :

- Après mise en demeure du Titulaire assortie d'un délai, les défauts et/ou dysfonctionnements constatés n'étaient pas corrigés ;
- Les prestations réelles s'avéraient différentes, en qualité ou en nombre, des prestations prévues par le CCTP.

X.1.3 Exécution aux frais et risques

Conformément à l'article 54 du CCAG/TIC, le CESE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas de d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

X.1.4 Résiliation partielle

Le CESE peut résilier une partie des prestations objet de l'accord-cadre, correspondant à un ou plusieurs éléments du périmètre fonctionnel.

La résiliation partielle donne lieu à un décompte de résiliation intégrant les indemnités y afférent le cas échéant.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours suivants la notification de la décision pour émettre des observations.

X.2 CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime) déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties seront suspendues.

Le Titulaire devra notifier au CESE l'impossibilité d'exercer sa mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Les obligations seront exécutées à nouveau dès que les effets des événements de force majeure auront cessé, selon des modalités de reprise qui auront été décidées d'un commun accord entre les parties.

Dans tous les cas, il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires pour éviter tout dommage ou dégradation et assurer la sécurité des équipements. Les montants forfaitaires de la rémunération annuelle feront l'objet d'une réfaction au prorata du nombre de jours ouvrables pendant lesquels il aura été impossible au Titulaire d'assurer sa mission.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraînera pas de report de la date d'échéance du contrat. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

XI. LITIGES

XI.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE

Les différents et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du chapitre 9 du CCAG/TIC.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

XI.2 RECOURS

En cas de litige le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

XII. DEROGATIONS AU CCAG/TIC

Articles du CCAG/TIC auxquels il est dérogé	Articles du CCAP portant dérogation
Article 4.1 Pièces contractuelles	Article I.5
Article 13.3 Prolongation du délai d'exécution	Article II.3
Article 14 Pénalités	Article VI
Article 29 Installation et mise en ordre de marche	Article III.3
Article 32 Vérifications qualitatives	Article III.3
Article 33 Décisions après vérifications	Article III.3